

Madame L'inspectrice d'Académie,

Mesdames et Messieurs les membres de ce temps d'échange informel.

Nous sommes réunis ce soir pour étudier divers sujets dont aucun des membres des organisations syndicales ici présentes ne connaît la teneur exacte.

Nous sommes donc venus sans savoir de quoi nous allions discuter mais en sachant pertinemment que nous ne pourrions, quoiqu'il en soit aller au bout des choses.

Si plusieurs d'entre nous avaient salué le retour du dialogue social à votre arrivée, force est de constater que nous restons maintenant sur notre faim.

En premier nous dénonçons avec la plus grande fermeté la conclusion prématurée du dernier cden, ne nous ayant pas permis d'évoquer l'ensemble des questions diverses.

Nous avons bien conscience que la loi nous a destitués des sujets relatifs à la carrière des personnels mais nous en sommes réduits à ne pas pouvoir aller au terme des débats dans tout ce qui reste encore de nos prérogatives.

Comme nous l'avons déjà exprimé de manière commune le format actuel de nos échanges, s'il peut convenir à un couple illégitime, ne nous satisfait pas.

Et c'est bien de notre légitimité dont il est question.

Nous sommes élus et représentons donc l'ensemble des enseignants et AESH de Seine et Marne.

Conscient de la responsabilité que nous portons, nous ne pouvons accepter d'être consultés, par politesse, sur des sujets que nous vous envoyons quelques jours avant et sur lesquels nous ne pourrions obtenir qu'une information descendante tant le temps sera compté.

Notre administration ne semble pas estimer la valeur de notre expertise dans bien des sujets car vous ne pouvez l'ignorer, la réponse que l'on donne dépend souvent de son interlocuteur dans le monde professionnel. Les discussions que nous tenons avec nos collègues n'amènent pas forcément aux mêmes conclusions que celles qu'ils peuvent avoir avec leur hiérarchie. Tous les sondages le montrent, notre métier souffre d'un manque d'attractivité et beaucoup de nos collègues rêvent d'une herbe plus verte quitte à sortir de nos frontières et abandonner le navire national.

Comment nous tenir à l'écart de la crise du remplacement, des démissions qui se multiplient, des conditions d'exercice et des modifications du statut de nos directeurs ? Pour quelles raisons ne sommes nous pas consultés sur les éventuels postes bloqués, la mise en application des protocoles sanitaires, sur l'installation des postes spécialisés et sur bien d'autres sujets.

Si nous avons pris la décision commune de venir à nouveau ce soir c'est bien parce que nous tenions à conserver un mince espoir sur une évolution des pratiques.

Toutes les organisations présentes (hormis F.O) ne souhaitent plus participer à ce format d'échanges et nos agendas n'ont pas pris note des 2 prochaines dates.

Nous réclamons la tenue de groupe de travail d'une durée minimum d'une demi-journée à chaque fois. Ces groupes de travail devront être précédés d'un ordre du jour proposé par vos services auquel nous pourrions éventuellement ajouter quelques sujets d'actualité, si nécessaire.

Comprenez-nous bien, nous ne sommes pas dans une posture dans laquelle nous refusons d'échanger avec notre administration mais bien au contraire notre vœu est d'obtenir un dialogue social qualitatif.

Nous vous remercions.

